



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France**

**Marché public de maîtrise d'œuvre passé au terme d'une procédure d'appel d'offres
ouvert définie aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la
commande publique**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et
des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF), représentée par Madame la Directrice
régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des
Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-
France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet de la consultation

Mission de maîtrise d'œuvre relative au remplacement d'écrans acoustiques sur le via-
duc Créteil vers Paris de l'échangeur A4/A86 de Saint Maurice

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **le 15/09/2025 à 12h00**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC.....	4
1-1. Contexte du marché public.....	4
1-2. Objet du marché public	4
1.3. Lieu(x) d'exécution	5
1.4. Durée du marché public	5
1.5. Forme du marché public	5
1-6. Clause sociale	5
1-7. Clauses environnementales.....	5
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2-1. Procédure de passation	5
2-2. Allotissement	5
2-3. Décomposition en tranches	5
2-4. Visite de site.....	6
2-5. Forme juridique de l'attributaire.....	6
2-6. Variantes.....	7
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	7
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	7
2-9. Délai de validité des offres	7
ARTICLE 3. MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULATION.....	7
3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises	8
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats	8
3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public.....	11
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	12
4-1. Sélection des candidatures.....	12
4-2. Jugement et classement des offres	12
4-2-1. Appréciation du critère prix.....	12
4-2-2. Appréciation du critère valeur technique.....	13
4-2-3. Appréciation de la valeur environnementale	13
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	13

5-1. Dispositions d'ordre générale	13
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation	15
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	17
ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX	17

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

1-1. Contexte du marché public

Le marché porte sur la maîtrise d'œuvre relative à la conception et au remplacement des écrans acoustiques sur le viaduc Créteil-Paris de l'échangeur de Saint Maurice A4/A86.

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'opération de renforcement des protections acoustiques sur les communes de Saint-Maurice, Maisons-Alfort et Créteil le long des autoroutes A4 et A86, et plus particulièrement dans sa deuxième tranche de travaux financée dans le cadre du PDMI 2009-2014, puis du volet routier 2015-2022 du CPER.

Le projet consiste à traiter acoustiquement la zone du viaduc servant d'échangeur entre l'A4 et l'A86. En effet, en raison de l'augmentation du trafic et du durcissement de la réglementation relative au bruit des infrastructures routières, les protections acoustiques réalisées à l'occasion de la mise en service de ces tronçons ne satisfont plus aux exigences actuelles et nécessitent une remise à niveau (les niveaux de bruit dépassent 70 dB(A) sur certains logements).

1-2. Objet du marché public

Les travaux prévus dans le cadre du marché de MOE concernent le seul viaduc Ouest qui relie Créteil à Paris et sont les suivants :

- remplacer les écrans acoustiques transparents actuels par des écrans acoustiques neufs plus hauts, opaques et absorbants, d'une hauteur de 3 m ;
- si cela est justifié par les études, transformer les BN4-13 tonnes en BN4-16 tonnes en remplaçant la lisse supérieure carre par une lisse supérieure oblongue.

L'ouvrage à réaliser, conformément au programme de la mission, appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructure.

Le contenu de la mission confiée au titulaire porte sur les missions normalisées de l'ex-loi MOP (AVP, PRO, ACT, VISA, DET, OPC, AOR), ainsi que sur les missions non normalisées, dites complémentaires, listées ci-dessous :

- MC1 : Appropriation et évaluation des études antérieures
- MC2 : Pilotage des investigations complémentaires
- MC3 : Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires
- MC4 : Etude et pilotage des travaux de dispositifs de retenue
- MC5 : Dossier d'exploitation sous chantier (DESC)
- MC6 : Assistance pour la communication avec les riverains et assistance juridique à la maîtrise d'ouvrage
- MC7 : Études de trafic complémentaires
- MC8 : Mission VISA avec contrôle de niveau renforcé pour les ouvrages d'art non courants
- MC9 : Mission de surveillance des travaux de nuit
- MC10 : Pilotage du contrôle extérieur
- MC11 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement du bilan financier de l'opération sur le logiciel INFRACOUT

- MC12 : Intégration des DOE à la médiathèque
- MC13 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la constitution du dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant

1.3. Lieu(x) d'exécution

Les prestations sont à réaliser sur les communes de Saint Maurice et Maisons Alfort (94).

1.4. Durée du marché public

La durée du marché est de 42 mois, dont une durée de 20 mois pour la tranche ferme et de 22 mois pour la tranche optionnelle.

1.5. Forme du marché public

Le présent marché public est un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

1-6. Clause sociale

Le marché comporte des clauses sociales stipulées à l'article 1-10.5.1 du CCAP.

1-7. Clauses environnementales

Le marché comporte des clauses environnementales stipulées à l'article 1-10.5.2 du CCAP.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2-2. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2-3. Décomposition en tranches

Conformément à l'article R.2113-6 du Code de la commande publique, le présent marché public se compose d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle, définies comme suit :

Tranche	Objet de la tranche	Durée de la tranche
Tranche ferme	AVP : études d'avant-projet PRO : études de projet, ACT : Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux OPC : Ordonnancement, pilotage et la coordination des travaux MC1 : Appropriation et évaluation des études antérieures MC2 : Pilotage des investigations complémentaires	20 mois

	MC3 : Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires MC4 : Etude et pilotage des travaux de dispositifs de retenue MC5 : Dossier d'exploitation sous-chantier (DESC) MC6 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la communication avec les riverains MC7 : Études de trafic complémentaires	
Tranche optionnelle 1	DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux AOR : Assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception VISA : Examen de la conformité au projet des études d'exécution et visa par le Moe OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux MC3 : Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires MC4 : Etude et pilotage des travaux de dispositifs de retenue MC5 : Dossier d'exploitation sous-chantier (DESC) MC6 : Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la communication avec les riverains MC7 : Études de trafic complémentaires MC8 : Mission VISA avec contrôle de niveau renforcé pour les ouvrages d'art non courants MC9 : Mission de surveillance des travaux de nuit et sensibles MC10 : Pilotage du contrôle extérieur MC11 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'établissement du bilan financier de l'opération sur le logiciel INFRACOUT MC12 : Intégration à la médiathèque des DOE MC13 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la constitution du dossier de remise de l'ouvrage à l'exploitant	22 mois

Les modalités d'affermissement de la tranche optionnelle sont définies à l'article 1.6 du CCAP.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit n'est prévue au titre du présent marché public.

2-4. Visite de site

Sans objet.

2-5. Forme juridique de l'attributaire

Le marché public sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du contrat.

2-6. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 12 mois à compter de la date limite de réception des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront alors informés.

ARTICLE 3. MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : **DRIAT-DMRE-AOO-25-054**.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doi(ven)t être habilité(s) à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions du présent document relatives aux offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera en effet exigée au stade de l'attribution.

3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le programme de mission et ses annexes :
 - Rapport du 24 juillet 2018 établi par GCI Génie Civil Ingénierie.
 - Document intitulé DRIEA-IF-DiRIF, autoroute A4/A86, rapport sondages écrans SMMAC du 22 août 2018 ;
 - Diagnostic béton des corniches soutenant les protections phoniques N° affaire 2.5.17955 du 1 août 2006 ;
 - Rapport de caractérisation d'aciers à béton armé Echangeur A4/A86 Val de Marne du 16 août 2017 ;
 - Rapport d'essai N° IF 0218101376 en date du 02 octobre 2018 recherche et identification d'amiante sur un prélèvement de matériaux ;
 - Etude architecturale sur les coloris de Mai 2018 ;
 - Une note d'avis de l'architecte conseil de l'État concernant l'insertion paysagère des écrans ;
 - Inspection détaillée périodique du viaduc Créteil – Paris en date de novembre 2024 ;
 - Inspection détaillée périodique des écrans acoustiques en date d'octobre 2024 ;
 - Dossier d'étude PRO réalisé en février 2017 sur le projet de remplacement et la création d'écrans acoustiques sur les deux viaducs Créteil – Paris et Paris ;
 - Dossier d'étude AVP partiel réalisé en février 2022 sur le projet de remplacement et la création d'écrans acoustiques sur les deux viaducs Créteil – Paris et Paris – Créteil comprenant :
 - Le rapport de présentation des études ;
 - L'étude acoustique de l'ancien projet ;
 - L'étude architecturale ;
 - Le mémoire d'ouvrage d'art ;
 - Les données concernant les réseaux et équipement ;
 - Le dossier de phasage et d'exploitation ;
 - Le dossier d'entretien et d'exploitation de la solution à prioriser dans ce présent programme ;
 - Les comptages réalisés en octobre 2023.
- La Directive Cybersécurité de la DiRIF.

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous-dossier, les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

- ➔ les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :
 - le formulaire DC1 dûment complété ;
 - le pouvoir du signataire de l'acte d'engagement pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
 - une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
- ➔ les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :
 - le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en

fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;

→ les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :

- La présentation d'un dossier de références pertinentes (5 maximum), indiquant la nature de l'opération, l'identité du maître d'ouvrage, la mission de maîtrise d'œuvre et le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et la date de sa réalisation. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation de service envisagée ;
- Pour les architectes, peuvent participer les architectes établis dans un Etat membre de l'Espace économique européen qui, selon les prescriptions réglementaires de leur Etat d'établissement, sont autorisés au jour de l'avis à porter le titre d'architecte, ou, si la dénomination professionnelle n'est pas régie par des dispositions particulières, les personnes physiques qui disposent d'un diplôme, certificat ou autre titre dont la reconnaissance est accordée conformément à la directive n° 85/384/CEE du Conseil du 10 juin 1985 ;
- Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants indiquées dans le tableau ci-dessous. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Qualification OPQIBI n°	Désignation de la qualification
0806	Étude de la collecte, du traitement et de la valorisation des déchets
0302	Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'exécution complexe
0331	Direction de l'Exécution des travaux
2202	Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation
1506	Étude de trafic
1104	Étude de voiries complexes
1418	Étude de systèmes de signalisation et de gestion d'ouvrages d'infrastructure
1819	Ingénierie de ponts complexes
1601	Études acoustiques

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Dans un autre sous-dossier, les pièces relatives à l'offre :

- L'acte d'engagement (AE) : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du candidat. **Il est rappelé que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.**
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) entièrement complétée au format Excel et PDF. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur.

- Un Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) :
 - décrivant l'organisation de la maîtrise d'œuvre par un projet qui s'intégrera dans le Schéma Directeur de la Qualité (SDQ) ;
 - précisant la méthodologie d'exploitation du programme et de ses annexes
- Le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :
 - Une note relative aux méthodes, à l'organisation et aux moyens que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission ;
 - Une note sur la compréhension du programme, la mise en évidence des points clefs de l'opération et les variantes envisagées ;
 - Une note justifiant la cohérence des honoraires demandés au regard de l'étendue de la mission, son degré de complexité, l'importance des travaux et leur complexité ;
- Une note d'analyse des clauses environnementales du marché et des enjeux environnementaux de l'opération et une proposition de mesures pour réduire l'empreinte carbone des travaux du projet. Le document comportera au maximum 10 pages.
- La fiche d'engagement sur la cybersécurité complétée et signée ;
- Un engagement de confidentialité.

3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du Code de la commande publique, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOT11 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises à l'acheteur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOT11.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'article 3-2 ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-14 et R.2144-1 à R.2144-9 du Code de la commande publique sont éliminées par l'acheteur.

Les exigences minimales requises par l'acheteur au titre de la candidature sont les suivantes :

- La cohérence de l'équipe au regard du projet ;
- La qualité des références fournies par le candidat : il est demandé des références similaires pour être retenu ;
- La qualification et qualité du candidat ou du groupement de candidats : il est demandé que les candidats aient les qualifications dans les domaines indiqués ci-dessus ;
- le chiffre d'affaires du candidat ne devra pas être inférieur à 600.000 € HT.

4-2. Jugement et classement des offres

L'acheteur examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

CRITERES	PONDERATION
La valeur technique de l'offre, appréciée au regard du mémoire technique et selon les sous-critères énoncés à l'article 4-2-2 ci-dessous.	50,00 %
Le prix, apprécié au regard du montant total indiqué dans la DPGF	40,00 %
La valeur environnementale de l'offre, appréciée au regard d'une note environnementale énoncée à l'article 4-2-3 ci-dessous.	10,00 %

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plateforme de dématérialisation) à l'adresse de courriel qu'ils auront indiquée dans l'acte d'engagement. Les candidats vérifient à cet égard le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme.

4-2-1. Appréciation du critère prix

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera la suivante :

$$\text{Note de l'offre (entre 0 et 20)} = 20 \times (1 - (\text{offre} - \text{offre mini}) / \text{offre mini})$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant obtiendra la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre la moins disante, majorée de 100 %.

4-2-2. Appréciation du critère valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au vu du mémoire technique décrit à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

SOUS-CRITERES DE LA VALEUR TECHNIQUE	NOTATION
Contenu du mémoire justificatif et explicatif	16 points
Contenu de la procédure de qualité au regard du SOPAQ	4 points

Si l'offre ne comporte aucun des éléments relatifs à l'appréciation de l'un des sous-critères énumérés ci-dessus, elle sera déclarée irrégulière et traitée selon les modalités décrites aux articles R.2152-1 et -2 du Code de la Commande Publique.

4-2-3. Appréciation de la valeur environnementale

Le critère valeur environnementale sera apprécié au vu de la note environnementale décrite à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

SOUS-CRITERES DE LA VALEUR TECHNIQUE	NOTATION
Analyse des enjeux environnementaux du programme	10 points
Mesures pour réduire l'empreinte carbone des travaux du projet	10 points

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre générale

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plateforme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Toute offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

<p style="text-align: center;">DRIEAT-IF / SG / DCPPA / UPIMPPAM</p> <p style="text-align: center;"><u>Pour UPIMPPAM :</u> 21-23 rue MIOLLIS 75732 PARIS CEDEX 15</p> <p style="text-align: center;">Offre pour : « DRIEAT-DMRE-AOO-25-054 »</p> <p style="text-align: center;">COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p style="text-align: center;">Nom du candidat ou du mandataire du groupement :</p> <p style="text-align: center;">« NE PAS OUVRIR »</p>
--

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limites de remise des

offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](https://ssi.gouv.fr/ressources/produits-et-services-qualifies) ;
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](https://eIDAS-Dashboard.europa.eu/) ;
- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique sera effectuée sur la plateforme de dématérialisation sous la référence : **DRIEAT-DMRE-AOO-25-054**.

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation ;
- La durée de la transmission de l'offre étant fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, le candidat est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format « zip ». Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

– **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

- 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- 2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation PLACE accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de Certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :

- Soit le candidat utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, auquel cas il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux

dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature, en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un « zip » signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : **DRIEAT-DMRE-AOO-25-054**. Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et/ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utiles à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00

Télécopieur : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://paris.tribunal-administratif.fr>